Projet présenté par le Conseil d'Etat

Date de dépôt: 18 avril 2006

Messagerie

Projet de loi modifiant la loi sur les augmentations annuelles dues aux membres du personnel de l'Etat ainsi que sur la progression de la prime de fidélité (B 5 17)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Modifications

La loi sur les augmentations annuelles dues aux membres du personnel de l'Etat ainsi que sur la progression de la prime de fidélité, du 26 juin 2004, est modifiée comme suit:

Art. 2 (nouvelle teneur)

Pour l'année 2006, les augmentations annuelles dues selon l'article 12 de la loi concernant le traitement et les diverses prestations alloués aux membres du personnel de l'Etat et des établissements hospitaliers, du 21 décembre 1973, sont différées de 6 mois et ce sans aucune compensation rétroactive.

Art. 3 (nouvelle teneur)

¹ Pour l'année 2006, la progression de la prime de fidélité est suspendue sous réserve de l'alinéa 2.

² Pour l'année 2006, la prime de fidélité perçue pour la première fois par un membre du personnel est versée au taux de l'article 16 alinéa 2 de la loi concernant le traitement et les diverses prestations alloués aux membres du personnel de l'Etat et des établissements hospitaliers, du 21 décembre 1973.

Art. 2 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

Certifié conforme
Le chancelier d'Etat : Robert Hensler

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

Lors de la présentation de son premier plan de mesures du 30 mars 2006, le Conseil d'Etat a dit sa volonté de procéder à une réorganisation de l'Etat. Il s'agit de réaliser, au travers de gains d'efficacité et sans réduction des prestations servies à la population genevoise, des économies substantielles poursuivant en cela les objectifs de redressement des finances publiques fixés par le Conseil d'Etat.

Pour y parvenir, la restauration de la confiance entre l'Etat et les collaborateurs et collaboratrices de la fonction publique est un préalable inéluctable.

La signature le 20 mars 2006 d'un protocole d'accord entre le Conseil d'Etat et les organisations représentatives du personnel de la fonction publique, marque un premier pas dans ce sens.

Avec la reprise du dialogue et de la concertation, c'est toute une dynamique qui est mise en marche pour moderniser l'organisation et le fonctionnement du service public. Cette dynamique est largement tributaire de l'état d'esprit et de la motivation du personnel de la fonction publique et requiert son adhésion quand bien même il appartient au politique de piloter ce processus, de définir les règles et de fixer les objectifs à atteindre comme cela a été rappelé à plusieurs reprises par le Conseil d'Etat.

Dans le protocole d'accord du 20 mars 2006, il est prévu une reprise, certes partielle, des mécanismes salariaux. Elle doit participer au rétablissement de la confiance avant que ne soient abordés, avec la fonction publique et ses représentants, les domaines de fond touchant à l'organisation de l'administration et à la gestion des ressources humaines comme le prévoit le premier plan de mesures décidé par le Conseil d'Etat. Il s'agit finalement de mobiliser et de renforcer les compétences et l'action de la fonction publique.

Le présent projet de loi formalise les engagements pris par le Conseil d'Etat à l'égard de la fonction publique avec la reprise partielle des mécanismes salariaux pour l'année 2006. Sont concernées par une modification de la loi les annuités et la prime de fidélité qui font l'objet de deux mesures.

- la première mesure (art. 2 nouvelle teneur) consiste à différer de 6 mois, pour l'année 2006, le versement des annuités dues selon l'article 12 de la loi concernant le traitement et les diverses prestations alloués aux membres du personnel de l'Etat et des établissements hospitaliers, du 21 décembre 1973 (L.Trait). Le versement, qui intervient habituellement dès le 1^{er} janvier de l'année en cours, sera reporté au 1^{er} juillet 2006. De pratique constante, en tenant compte de l'année scolaire et universitaire, les corps enseignant du primaire et du secondaire ainsi que celui des HES perçoivent l'annuité dès le 1^{er} septembre de l'année en cours et celui du corps enseignant universitaire dès le 1^{er} octobre. Par conséquent, c'est respectivement dès le 1^{er} mars 2007 pour les premiers et dès le 1^{er} avril 2007 pour le second que le versement des annuités 2006 dues interviendra.
- la deuxième mesure (art. 3, alinéas 1 et 2) concerne la prime de fidélité dont la progression, pour l'année 2006, sera suspendue. Les membres du personnel mis au bénéfice pour la première fois d'une prime de fidélité en 2006 percevront une prime au taux déterminé dans le tableau de l'article 16, alinéa 2. A noter encore que les membres du personnel mis au bénéfice pour la première fois de la prime de fidélité en 2004 se verront appliquer le taux déterminé par le tableau susmentionné. Seule une demie progression leur avait été versée en 2004. Une remise à jour se justifie pour des motifs d'opportunité, le suivi de la progression de leur prime de fidélité détachée de la règle ordinaire devenant inintelligible.

Les coûts escomptés de la première mesure sont de l'ordre de 12,3 millions, sans les enseignants qui verront le versement reporté sur le budget 2007.

Ces dernières années, les mécanismes automatiques régissant les traitements et la prime de fidélité du personnel de la fonction publique ont déjà subi des applications partielles à plusieurs reprises.

L'objectif, à terme, est le rétablissement d'une application complète et constante de ces mécanismes une fois que ceux-ci seront redéfinis en concertation avec la fonction publique. Il en va de la crédibilité même du système de rémunération ainsi que de la prévisibilité et de la maîtrise de ses effets sur la masse salariale. Par ailleurs, le personnel est en droit de connaître d'une manière suffisamment sûre les conditions de rémunération qui seront les siennes dans un proche futur.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver bon accueil au présent projet de loi.